

Accord compétitivité :
Sauvez-nous de
nos sauveurs !

l'étincelle

Suicide à Renault Douai
« Usine du futur »
ou usine no future ?

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 27 septembre 2016

SFR, Alstom, Philips, Logo... : **De la loi travail à la loi chômage**

Samedi dernier à Belfort, avec l'opération « ville morte », toute la population a exprimé sa solidarité avec les salariés du groupe Alstom dont la direction a annoncé la fermeture du site. Les commerçants ont baissé leur rideau en soutien aux « *Alsthommes* » tout en dénonçant les ravages d'une telle fermeture pour la ville. Mais c'est partout dans le pays que les plans de suppressions d'emplois se succèdent : chez SFR, Philips, Servier, Gefco, HSBC et tant d'autres.

Le patronat à l'offensive

Dernière annonce en date : les 220 salariés du lunetier Logo, dans le Jura, sont menacés de licenciement depuis la décision de LVMH de ne plus leur passer de commandes. LVMH, multinationale spécialisée dans le luxe, ne rencontre bien évidemment aucune difficulté économique, mais recherche des sous-traitants toujours moins chers.

C'est la même chose pour Alstom : avec un carnet de commandes de 30 milliards d'euros et des contrats décrochés partout dans le monde, le groupe est florissant.

En réalité, après avoir été confronté à quatre mois de mobilisations contre la loi Travail, le patronat repasse à l'offensive. En fermant un site emblématique, Alstom met la pression sur tous les travailleurs du groupe pour bien leur faire comprendre qu'ils sont tous menacés.

Rien à attendre du gouvernement

L'annonce d'Alstom a fourni au gouvernement l'occasion de se mettre en scène. Comme si les travailleurs avaient quelque chose à attendre de ceux qui ont cautionné la fermeture de l'usine PSA d'Aulnay ou des hauts fourneaux de Florange après avoir clamé que c'était intolérable ! La prétendue « solution industrielle » du gouvernement, c'est d'arroser toujours plus les capitalistes d'argent public, pas de défendre l'intérêt public.

Le leurre des nationalisations... et du nationalisme !

Comme la présidentielle n'est pas loin, tous ceux qui espèrent récupérer la place encore chaude y vont de leur démagogie nationaliste. À commencer par Marion Maréchal-Le Pen, dont l'injonction à la

SNCF de ne pas commander au groupe canadien Bombardier des trains TER, mais d'acheter franco-français, conduirait par exemple à fermer l'usine de Crespin dans le Nord, où 2 000 salariés de Bombardier produisent les trains en question !

Dans une économie mondialisée, les capitalistes ont compris que leur seule patrie était leur portefeuille. Mais on voudrait leurrer les travailleurs avec les vertus du « patriotisme économique ».

Mélenchon, lui, ne veut pas que le gouvernement « *prive la France de conglomérats puissants, fleurons technologiques et industriels* ». C'est pourquoi il préconise la nationalisation d'Alstom. Mais les nationalisations n'ont jamais mis un frein aux suppressions d'emplois. Les capitalistes ne sont du reste pas contre, du moment qu'elles consistent à renflouer des entreprises grâce à l'argent de l'État, pour ensuite les privatiser lorsqu'elles sont à nouveau rentables.

Les licenciements, les destructeurs d'emplois, ne reculeront que face à la force des travailleurs

Il est donc urgent de se coordonner face aux attaques, dans tous les secteurs concernés par les suppressions d'emplois. Y compris dans les services publics comme la Poste, les hôpitaux ou la SNCF.

Les 9 000 salariés d'Alstom sont appelés ce mardi à la grève et à se retrouver à Saint-Ouen, au siège du groupe. Il y aura d'autres occasions de se rassembler et de faire converger nos luttes, face à une situation qui concerne de fait l'ensemble des salariés.

La classe ouvrière doit reprendre l'offensive débutée au printemps dernier contre la loi travail. Nous n'avons pas gagné la première manche, mais une deuxième manche se profile, pour imposer notre droit à vivre dignement.

Une compétitivité nuisible à l'emploi

Les négociations pour un nouvel accord de compétitivité ont commencé. Le 22 septembre, la direction a présenté son bilan de la GPEC.

L'accord compétitivité de 2013 prévoyait 8260 départs. La direction en compte finalement 9800 de 2013 à fin 2016, dont 4500 Dispenses d'Activité (DA). Côté embauches, il y en a eu 724 en 2015 (sur 1000 annoncées) et 1015 en 2016 jusqu'en juillet. D'où 7300 emplois perdus de 2013 à juillet 2016.

La direction se félicite de ne pas avoir fermé de site, oubliant de citer Renault Rueil fermé en 2014. Mais elle a imposé un dégraissage massif. En usine, les CDI sont remplacés par des intérimaires surexploités, et en Ingénierie/Tertiaire par des prestataires. La réunion suivante a lieu le 4 octobre. Il va falloir exiger des embauches massives !

Sauve qui peut, voilà les sauveurs !

La direction rabâche que Renault aurait été « sauvé » grâce à l'accord compétitivité de 2013. Sauvés, les profits et les dividendes ? C'est sûr ! Au prix du gel des salaires, de la suppression de 7000 emplois, de la dégradation des conditions de travail et de l'explosion de la précarité.

C'est la même rengaine pour la Sécu ou les Retraites. A force d'être sauvées, on travaille plus, les prestations sociales baissent et les inégalités augmentent. Ces sauvetages ne font qu'aggraver la situation.

Suicide à Douai : Renault poursuivi

Un technicien de Renault Douai s'est suicidé chez lui le 23 août. Il a laissé une lettre dans laquelle il met en cause Renault et un cadre dirigeant de l'usine. En plus des cadences passées de 47 à 60 véhicules heure, des samedis travaillés, d'un allongement des journées de travail, des syndicats accusent un management par la répression et les menaces.

La famille porte plainte. Un autre suicide a eu lieu dans le même secteur il y a un an. Suicides, burn-outs... C'est ça « l'usine du futur » que la direction construit avec ses accords de compétitivité ?!

Champion du handicap

La direction va embaucher seulement 25 handicapés sur 2 ans sur le périmètre Renault sas. Avec 7 % de travailleurs handicapés, elle estime être au-dessus du minimum légal de 6 %. Une moyenne : il y a 3,2 % d'handicapés à Guyancourt contre... 15 % à Douai !

En 2015 à Douai, un APR sur cinq était reconnu handicapé, soit 563 APR sur 2 643 ! Car l'usine produit également... des handicapés. En 2013, 38 nouveaux salariés ont été reconnus handicapés, 29 l'année suivante et 27 en 2015. Renault n'a pas besoin d'embaucher des handicapés : elle les crée !

L'autre bilan de la compétitivité

FVM, Sonas, Bozal, TRW, MBF, SAS, Mecaplast, Gestamp, Vistéon... La chasse aux coûts et l'obsession de la compétitivité ont provoqué des milliers de suppressions d'emploi chez les équipementiers automobiles et les sous-traitants de rang 1 ou 2. Moins visibles, mais pas moins réels.

A la poubelle

Ca phosphore dur chez les concepteurs des nouveaux plateaux pilotes à la Ruche. Non contents d'avoir réduit les plans de travail de moitié, ils proposent, au nom du tri sélectif et « après plusieurs semaines de recherche », d'y poser une poubelle pour le papier. Et ce serait aux salariés de la vider, ce qui permettrait au passage de supprimer des emplois chez les prestataires du ménage. Au tri sélectif, on sait déjà où mettre une telle idée.

L'Espace : premier véhicule autonome

Juillet 2016 : le propriétaire d'un nouvel Espace affirme que son véhicule a enfoncé un portail et roulé sur les jambes de son beau-père, alors que personne n'était au volant. Un autre en mai 2016 : son Espace aurait démarré tout seul et grimpé sur un trottoir sitôt le conducteur sorti de l'habitacle.

En juillet 2015, un Espace aurait aussi démarré tout seul avec une enfant à bord. Son propriétaire a déposé plainte. L'audience a lieu le 27 septembre.

Une avanée de plus pour l'Espace qui a déjà connu de nombreux rappels : les fameuses OTS (Opérations Techniques Spéciales). Pas de quoi surprendre ceux qui ont travaillé sur le projet JFC (symbole de la désorganisation V3P liée à la chasse aux coûts et aux jalons trop serrés) ou en fabrication à Douai.

Le magot était trop beau

150 kg de pièces provenant des machines à café ont été dérobés mardi dernier au Technocentre, représentant 20 000 € Les enquêteurs hésitent entre un financement occulte de la campagne électorale (après Bygmalion, une affaire « Selecta-lion » ?) et un irrépressible besoin d'argent de poche d'un PDG.

Dieselgate : la VW qui cache la forêt

L'ONG Transport et Environnement a compilé les résultats des tests faits par les autorités allemandes, françaises et britanniques sur 230 moteurs diesel. Son bilan : Renault-Nissan est le deuxième pollueur, derrière Fiat et loin devant VW. Ses moteurs Euro 6 émettent 14 fois la norme d'émission de NOx.

L'ONG dénonce : « les régulateurs nationaux ont fait mine de ne pas voir les preuves de fraudes sur les tests, dans le seul but de protéger les fabricants nationaux. Cela tue des dizaines de milliers de personnes par an ». Une complicité visant à protéger les profits des grands groupes, pas les emplois.